



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES

ENTRE

**La Commune de GRASSE
et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**

-

**Mise à disposition du parc automobile de la commune au bénéfice de la CAPG
à titre provisoire, pour une durée de six mois.**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par, M ou Mme, agissant au nom et pour le compte de la Commune, habilité(e) à signer les présentes en vertu d'une délibération n°..... prise en date du....., visée en préfecture de Nice le

Dénommée ci-après, « **la Commune** »,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est sis au 57 avenue Pierre Sébard 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°..... du conseil communautaire prise en date du 30 juin 2022, visée en Préfecture de Nice le.....

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

Ci-après désignés ensemble « **les parties** »

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de Pacte de gouvernance de la CAPG, dans son volet « mutualisations », des réflexions autour d'une nouvelle étape structurante ont été lancées, celle de la mise en commun des services techniques sur certains périmètres d'activités.

Cependant, la mise en place d'un service commun nécessite un temps important de travail de concertation et d'actes préparatoires, à ce jour en cours d'accomplissement. Or, sur le secteur du parc automobile, les paramètres du projet sont en phase d'être finalisés.

Il est proposé d'enclencher une première étape de ce projet de mise en commun, par la passation d'une convention de mise à disposition d'une partie du parc automobile de la commune de Grasse à la CAPG, ayant pour objectif d'expérimenter sa faisabilité en préalable à un futur service commun.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 — OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de cette convention porte sur la mise à disposition d'une partie des services techniques de la Commune au bénéfice de la CAPG.

ARTICLE 2 — SERVICES MIS A DISPOSITION

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne le Service Parc automobile de la Direction générale des services techniques de la Commune.

La présente mise à disposition des services ci-dessus visée comprend, notamment et de manière non exhaustive, les missions suivantes :

Concernant la gestion des 96 véhicules (véhicules légers, véhicules utilitaires, à l'exception des camions bennes à ordures ménagères et 2 bus) :

- Gestion technique des contrats de location de véhicules,
- Gestion de l'entretien, des réparations et de la maintenance de tous les véhicules,
- Gestion des contrôles périodiques,
- Gestion technique des sinistres,
- Assistance et conseils techniques dans le renouvellement, l'acquisition ou la location de véhicules.

Concernant la mutualisation du service :

- Réflexions des axes prioritaires pouvant être mutualisés dans le cadre d'un futur service commun et formulation de propositions
- Aide au processus de mutualisation sur ce secteur d'activité

La structure des services mis à disposition pourra en tant que de besoin être modifiée d'un commun accord entre les parties et ce en fonction de l'évolution des besoins respectifs

constatés par les parties. Au fil de l'exécution de la présente convention, la commune peut librement procéder à des recrutements ou créer des emplois dans les services ainsi mis à disposition, mais en tiendra informée la CAPG dans le cadre de réunions de suivi.

ARTICLE 3 - SITUATION DES AGENTS MIS A DISPOSITION

Les agents territoriaux affectés au sein des services mis à disposition conformément aux présentes sont de plein droit mis à la disposition de la CAPG pour la durée de la présente convention.

Ils demeurent statutairement employés par la commune, collectivité d'origine, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. A ce titre, les agents mis à disposition continuent à percevoir leurs rémunérations et avantages attribués par la commune. Les agents concernés continuent de relever de la commune pendant la durée de la mise à disposition.

Les agents concernés en seront informés. Ils seront placés pour l'exercice de leurs fonctions sous l'autorité fonctionnelle du Président selon les missions qu'ils réalisent. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président peut adresser directement aux cadres dirigeants des services mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie auxdits services mis à disposition. Il contrôle la bonne exécution de ces tâches confiées.

Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par la CAPG des services mis à sa disposition relèvent de sa responsabilité, dans le cadre de contrats d'assurance souscrits à cet effet.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ces services.

ARTICLE 4 - POUVOIR HIERARCHIQUE, EVALUATION PROFESSIONNELLE ; DELEGATIONS DE SIGNATURE

Le maire est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition.

Le Maire, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire et continue à l'exercer dans le cadre de cette mise à disposition mais sur ces points, le Président de la CAPG, bénéficiaire de cette mise à disposition, peut émettre des avis ou des propositions.

Le pouvoir d'évaluation professionnelle de l'agent mis à disposition continue de relever de la commune. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition d'évaluation pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein de la CAPG et transmis à la commune qui établit l'évaluation, si la commune le souhaite.

Le Président de la CAPG pourra donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux chefs des services susmentionnés mis à sa disposition pour l'exécution des missions qui lui sont confiées en application de l'article L. 5211-4 IV du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la commune, laquelle prend notamment les décisions relatives aux congés annuels et en informe la CAPG qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite.

La commune continue à délivrer les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la CAPG, si ces décisions ont un impact substantiel pour celle-ci.

ARTICLE 5 - MISE A DISPOSITION DE BIENS MATERIELS

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la commune, même s'ils sont mis à la disposition de la CAPG.

A cet égard, le Service du Parc automobile met à disposition l'ensemble de ses moyens matériels pour mener à bien ses missions : 2 véhicules de dépannage, 4 ponts élévateurs, 1 fosse, 1 valise de diagnostic (ordinateur), un matériel spécialisé (pneumatique et hydraulique) et un logiciel de gestion d'une flotte automobile.

ARTICLE 6 - MISE A DISPOSITION DU SERVICE

A titre indicatif, les personnels du Service du Parc automobile de la Ville effectueront les temps de travail moyens suivants :

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
ESTELA Mathieu	C	40%
SERNISSI Véronique	C	40%
HOCQUAUX Cédric	C	30%
CAMATTE Guillaume	C	30%
WEYLAND Fabien	C	30%
BONHAUME Hugo	C	30%
N'DAYE Jonathan	C	30%

ARTICLE 7 - CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

Conformément à l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le remboursement, par la CAPG à la Commune, des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût réel de fonctionnement constaté par la collectivité d'accueil bénéficiaire de la mise à disposition.

○ Détermination du coût réel de fonctionnement

Les montants des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2^{ème} alinéa du III de l'article 6 du Décret du 18 juin 2008 versé par la Ville, seront remboursés par la CAPG aux quantités réellement exécutées selon les modalités suivantes : le traitement des fonctionnaires territoriaux mis à disposition sera ramené au taux horaire puis multiplié par le nombre d'heures réellement effectuées au profit la CAPG.

La Ville supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L-27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

L'acquisition des pièces détachées nécessaires à l'entretien, à la réparation (y compris après sinistre) et à la maintenance sera remboursée sur présentation des justificatifs

correspondants. A cet effet et avant toute réparation, le Service du Parc automobile soumettra, pour validation, un devis de réparation auprès de la CAPG.

Les visites de contrôle technique seront également remboursées sur présentation des justificatifs.

L'ensemble des charges visées ci-dessus seront constatées et donneront lieu à un état semestriel récapitulant toutes les dépenses réellement engagées.

Enfin, tous les autres frais : carburant, assurances, sinistres, abonnements télépéage, locations de véhicules et réparations effectuées par les entreprises extérieures seront réglés directement par la CAPG. Un avis technique et financier sera néanmoins produit par le Service du Parc automobile au titre de l'aide à la décision.

○ **Délai de remboursement**

Le remboursement identifié précédemment s'effectuera donc trimestriellement à compter de la date de prise d'effet de la présente convention.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état trimestriel détaillant et justifiant toutes les dépenses réellement engagées.

ARTICLE 8 - MODALITES DE SUIVI

Un suivi de l'application de la présente convention peut être assuré par un comité de suivi composé de représentants de chacune des collectivités parties à la présente convention, afin de faire le point sur cette mise à disposition.

ARTICLE 9 - DATE D'ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 31 décembre 2022. Toutefois, la durée pourra être renouvelée par voie d'avenant si l'état d'avancement du projet le nécessite, après acceptation expresse du Président de CAPG.

ARTICLE 10 - DISPOSITIF DE REVISION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 11 - RESILIATION – DENONCIATION

La présente convention pourra être dénoncée unilatéralement, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la collectivité, notifiée par l'une ou l'autre des parties, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis de 3 mois avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

ARTICLE 12 - LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLE

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges ou sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à une tentative de médiation prévue aux articles L213-1 à L213-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Commune de GRASSE

xxxxxx

xxxxxx

**Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,
Le Président**

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes